

## **EXTREME DROITE ET POPULISME EN EUROPE : DE QUOI PARLE-T-ON ?**

**Mateo ALALUF**

Université Libre de Bruxelles

Depuis les années 1980, les droites extrêmes progressent en Europe, surtout dans les milieux populaires. En Europe occidentale, elles diffèrent des fascismes traditionnels mais rejettent le système politique et économique dominant. En Europe centrale et orientale, elles sont plus en continuité avec les nationalismes des années trente.

Cette montée de l'extrême droite s'est traduite non seulement par sa progression électorale mais aussi, dans de nombreux pays, par son accès aux responsabilités gouvernementales. Elle atteindra sans doute, après les élections européennes de 2014, un niveau inégalé dans toute la période de l'après-guerre.

### **Les deux extrêmes droites**

En Europe occidentale, l'extrême droite fasciste ou néonazie est devenue marginale même si un terrorisme brun se manifeste sporadiquement et parfois avec une violence extrême. Il en est ainsi du National British Party en Grande Bretagne, du NPD en Allemagne, ou encore des petits partis italiens se réclamant du fascisme. Les phalangistes sont devenus une espèce en extinction en Espagne, même si l'héritage du franquisme a été en partie recueilli par le Parti Populaire au pouvoir actuellement, parti que l'on peut qualifier de national, catholique et conservateur. Cette composante fasciste ou néo-nazie de l'extrême droite se manifeste non seulement à travers des petits partis mais aussi de mouvements ou de réseaux comme les Nationalistes Libres en Allemagne, l'English defence ligue (EDL) ou des réseaux anti-islamiques. Elle s'est aussi constitué un environnement culturel fait de formations musicales dans différents pays (white power music) et de groupes occultes et sectaires ultraviolents. Si cette extrême droite fasciste reste particulièrement dangereuse, elle demeure cependant partout totalement en marge de la vie politique.

Par contre les nationalismes populistes et xénophobes progressent considérablement. Ils prônent l'arrêt de l'immigration, dénoncent la société multiculturelle et l'emprise de l'Islam. Cette nouvelle extrême droite rejette les partis traditionnels, mais à la différence de l'ancienne, ne conteste pas le système démocratique, voire même se présente comme garante de la liberté d'expression menacée par l'Islamisation.

Ces nouveaux partis d'extrême droite ont certes modernisé leur programme et leur discours, mais ont gardé en général une filiation avec l'extrême droite traditionnelle. Ainsi en France, le Front National, relooké par Marine Le Pen, reste dans la continuité de son père Jean-Marie et dans la tradition de l'Algérie française et du poujadisme. Le Vlaams Belang en Flandre (Belgique) garde les références du nationalisme flamand d'avant-guerre et conserve le rêve des grands Pays-Bas. A la différence des autres partis

de l'extrême droite scandinave, le Parti des démocrates de Suède SD, est le seul qui était néonazi lors de sa création en 1988. Il se définit à présent comme « national démocrate et centriste » tout en s'efforçant, depuis le milieu des années 1990, de se donner un profil respectable. Les « Démocrates suédois » ont fait leur entrée au parlement après avoir dépassé le seuil des 5% aux élections de 2010, et sont suivant les sondages en pleine ascension. En Autriche, le Freiheitliche Partei Österreichs FPÖ a été fondé en 1949 sous l'intitulé VdU pour recycler les anciens nazis. Il est devenu libéral en 1960 et a abandonné, sous la direction de Jörg Haider, son orientation grande allemande. Il a été le premier parti d'extrême droite dans un pays membre de l'UE à participer au gouvernement avec les chrétiens démocrates de 2000 à 2008. Aux élections législatives de septembre 2013, avec le profil plus lisse de son nouveau leader Heinz-Christian Strache, le FPÖ a enregistré de nouveaux progrès et avec 21% des voix, il talonne les deux principaux partis.

La nouvelle extrême droite ne met plus en exergue les thèmes classiques de la droite post fasciste, comme l'antisémitisme, l'opposition à la laïcité et à l'homosexualité. Elle accorde une attention particulière à se distinguer de l'extrême droite traditionnelle jusqu'à condamner parfois les propos racistes de ses adhérents sans que pour autant les comportements racistes et xénophobes aient disparu en son sein.

Le parti néonazi grec Aube dorée AD fait exception à cette règle. Il s'est fait connaître par ses agressions contre les migrants et des véritables pogroms dans le centre d'Athènes. Il marie néolibéralisme et néonazisme. Depuis l'acceptation par le gouvernement grec en mai 2010 du plan d'austérité présenté par la troïka (UE, BCE, FMI), Aube dorée qui n'avait recueilli que 0,3% des voix aux élections de 2009, est passé à 7% en 2012. Ce parti, dont les militants effectuent des rondes, tabassent les migrants et détruisent les commerces tenus par ces derniers, est devenu une force politique influente. Il incarne un néo racisme intra-européen qui, tout en se revendiquant du peuple, s'en prend aux migrants. Après l'assassinat le 18 septembre 2013 d'un jeune musicien anti-fasciste, Pavlos Fyssas, par un membre d'Aube Dorée, les principaux dirigeants ainsi que deux policiers, accusés de « création, direction ou participation à une organisation criminelle », ont été arrêtés et le parti interdit.

En Europe centrale et orientale, les partis d'extrême droite ont une conception ethniciste encore plus affirmée de l'identité, combinée dans certains cas à des revendications territoriales (grand hongrois, grand roumain). Leur anticommunisme les conduit parfois à réclamer la réhabilitation des dirigeants fascistes d'avant-guerre, voire même à considérer les collaborateurs des nazis comme des patriotes. La faillite des méthodes ultralibérales de transition vers l'économie de marché, la crainte des effets de l'intégration dans l'Union Européenne et la persistance de l'antisémitisme et du racisme à l'égard des Roms structurent en quelque sorte leur identité.

Le démantèlement de la Yougoslavie a entraîné le réveil des nationalismes balkaniques. Les partis d'extrême droite se présentent comme l'expression de la « nation victime » de l'ingérence occidentale et l'instrument du rejet des populations non serbes, non slovènes ou non croates et en particulier des populations musulmanes et des Roms.

La situation de la Hongrie est sans doute la plus préoccupante. La dérive autoritaire du Fidesz qui gouverne avec une majorité absolue au parlement, évoque parfois les périodes les plus sombres de l'histoire. Dans le contexte hongrois, le Fidesz apparaît comme un parti de droite classique dans la mesure où l'on trouve à sa droite le Jobbik

(« le plus à droite et le meilleur ») qui rejette l'Union Européenne, prône l'idéologie traditionnelle de l'extrême droite : la chrétienté, l'antisémitisme et l'état fort. Ce parti entretient le souvenir de Miklos Horthy, nationaliste et antisémite, dirigeant hongrois dans l'entre-deux-guerres soutenu par Hitler et Mussolini. Ses militants exercent une véritable terreur à l'égard des Roms. Ces derniers sont la cible privilégiée de l'extrême-droite en Hongrie, en Roumanie et en Bulgarie.

Trois caractéristiques sont communes à la nouvelle extrême droite à travers toute l'Europe : un discours contestataire anti élite et sécuritaire de type populiste ; une vision hiérarchique de la société et une demande d'état fort qui s'accompagne du rejet des contre pouvoirs et en particulier des syndicats ; une combinaison ethnocentrique du nationalisme et de la xénophobie, agrémentée, dans la grande majorité des cas, d'un rejet de l'Union Européenne. Si l'antisémitisme très présent en Europe centrale et orientale a cédé la place à l'islamophobie en Europe occidentale, le rejet des Roms paraît désormais, à des degrés divers, partagé par toute l'extrême droite.

### **Néo-libéralisme sécuritaire**

La montée des inégalités et de l'autoritarisme depuis les années 1980 a radicalisé la droite classique alors que la droite fascisante tentait de briser sa marginalité en modernisant son discours et en se convertissant à la démocratie dans un certain nombre de pays. En France, l'orientation imprimée à l'UMP par Nicolas Sarkozy à travers le débat sur l'identité nationale, les réformes pénales et un certain nombre de dérapages verbaux contrôlés ont rendu le FN de Marine Le Pen fréquentable. Sous sa direction le FN a modernisé son discours : l'immigration est devenue plus menaçante parce que musulmane. Les positions identitaires du FN trouvent un prolongement politique dans le refus de l'intégration Européenne.

En Italie, Gianfranco Fini qui considérait encore en 1994 Mussolini comme « le plus grand homme d'état du siècle », deviendra partenaire et Ministre dans la coalition de Silvio Berlusconi à la tête de l'Alleanza Nazionale, parti issu de la refondation du Mouvement Social Italien. G Fini apparaît à présent comme un « modéré » au sein de la droite italienne. La Ligue du Nord (Lega Nord per l'indipendenza della padania), fondée en 1989 par Umberto Bossi, a participé, tout comme Alleanza Nazionale, à des gouvernements présidés par Silvio Berlusconi et peut être caractérisée comme indépendantiste et xénophobe.

En Belgique, la NVA, issue de la dislocation en 2001 d'un parti nationaliste, la Volksunie, prône l'indépendance de la Flandre. Ce parti n'atteignait cependant pas le seuil de 5% (sauf dans une circonscription où il avait obtenu un élu) nécessaire pour sa représentation parlementaire. Son existence a été assurée jusqu'en 2008 par un cartel électoral avec le premier parti flamand, les démocrates-chrétiens du CD&V. Après la rupture du cartel, lors des élections législatives fédérales de 2010, la NVA obtient 17% des voix (28,4% en Flandre), score sans précédent en Belgique pour un parti séparatiste et devient le premier parti du pays. Lors des élections communales de 2012, elle obtient 38% des suffrages à Anvers et son leader, Bart De Wever, devient bourgmestre (maire) de la ville. Parti démocratique et nationaliste, au profil néo-libéral pointu et conservateur, la NVA n'a jamais appartenu à l'extrême droite et refuse toute assimilation au fascisme historique. Il peut cependant être taxé, suivant l'expression du Marc Jacquemain, de « démocrate d'extrême droite ».

Aux Pays-Bas, le PVV de Geert Wilders qui défend les homosexuels et la politique Israélienne, a soutenu des coalitions de droite et s'écarte du schéma classique de l'extrême droite. Au Danemark, le Parti du peuple qui a gouverné dix ans avec la droite jusqu'aux dernières élections, vise à rétablir les frontières internes de l'UE. Il se vante d'avoir permis l'instaration au Danemark de la politique d'immigration la plus restrictive en Europe. Le Parti du progrès de Norvège (FrP) est anti-immigrés, anti-islam, anti-impôts, climato-sceptique, anti-social-démocratie et sécuritaire. Après huit ans d'une coalition de centre gauche, les élections de septembre 2013 donnent une majorité à la droite et rendent possible une alternance avec la participation du FrP au gouvernement. En Finlande, les « Vrais finlandais », parti fondé en 1995, se définit comme « ouvrier non socialiste ». Hostile à l'Union Européenne et à l'immigration, ce parti se présente comme celui des « petites gens » face à la « bureaucratie européenne ». Défenseur des acquis sociaux, bradés par les partis gouvernementaux, il dénonce les plans d'aide aux pays en difficulté de la zone euro. Les « vrais finlandais » forment à présent, avec 19% des suffrages le troisième groupe au parlement. En Grande Bretagne l'UKIP (United Kingdom Independence Party) et en Allemagne l'AfD (Alternative für Deutschland)<sup>1</sup> sont hostiles à l'Union Européenne et à l'immigration. En Suisse, l'Union démocratique du centre UDC s'est focalisée sur le rejet de l'Islam et prétend fonder ses positions xénophobes sur les valeurs même de la démocratie helvétique.

Ces partis n'ont pas d'attache avec l'extrême droite traditionnelle. Ils sont portés par la banalisation des discours nationalistes, sécuritaires et parfois xénophobes tenus par les formations de la droite classique. Pour s'insérer dans un paysage politique marqué à droite ils se sont éloignés des postures des skinheads comme des discours et provocations ouvertement racistes.

Tous prônent l'efficacité de l'Etat. Les groupes intermédiaires, en particulier les contre pouvoirs, sont considérés comme des obstacles au bon fonctionnement de l'état. Les syndicats sont affublés de tous les pêchés et font figure d'ennemi à abattre. Il en est de même des associations de défense des droits de l'homme, des mouvements contre le racisme ou des ONG d'aide au développement.

Ces partis se divisent cependant sur le rôle de l'état. Certains, à l'instar de la NVA en Flandre, sont, au plan socio-économique, les tenants d'une politique néolibérale et affirment leur adhésion à la mondialisation des échanges et à la modernité. Ils préconisent en conséquence l'état minimum et se rallient aux orientations de l'Union Européenne. La majorité d'entre eux par contre, à l'exemple du FN en France, se présentent comme les défenseurs d'un état protecteur. Ils rejettent les mesures néolibérales, en particulier la prolongation de la durée d'activité et de l'âge de la retraite et se présentent comme les défenseurs des salariés et des personnes âgées. L'UE supposée fragiliser les faibles et menacer la nation par l'ouverture de ses frontières intérieures est présentée comme l'instrument des élites privilégiées. L'euro est jugé responsable du renchérissement du coût de la vie et de l'affaiblissement de la souveraineté nationale. L'europhobie et l'hostilité à la mondialisation trouvent leur justification dans le protectionnisme.

---

<sup>1</sup> Quelques mois seulement après sa création, l'AfD a frôlé aux élections de septembre 2013 en Allemagne, les 5% des suffrages nécessaires pour être représenté au parlement.

Ces formations d'extrême droite, quelle que soit leur diversité, introduisent au sein de la droite classique, suivant l'analyse de Marc Jacquemain et Frédéric Claisse, « un ferment de radicalisation idéologique et morale »<sup>2</sup>. La droite classique rend respectable et banalise à son tour les thèmes de l'extrême droite, à savoir le nationalisme, le tout sécuritaire et la xénophobie. L'Européisme proposé comme solution par la droite classique pour contrer la régression nationaliste de l'extrême droite se résume alors à une radicalisation néo-libérale et à la régression démocratique de l'espace européen.

### **Racisme, antisémitisme et islamophobie**

Le racisme moderne a atteint son apogée dans l'Allemagne Nazie avec la rencontre du fascisme et de l'antisémitisme. Après cet épilogue exterminateur, l'antisémitisme a perdu tout droit de cité, il est devenu intolérable en raison de la prise de conscience de la Shoah dans la conscience européenne. Malgré cela néanmoins une judéophobie, comme préjugé diffus a persisté. Des groupuscules de nostalgiques du nazisme ont continué à proclamer leur antisémitisme. De manière plus inquiétante, l'antisémitisme a connu aussi une nouvelle actualité dans l'extrême droite post communiste de l'Europe de l'Est. Le conflit israélo-palestinien a aussi permis l'éclosion d'une judéophobie dans le monde musulman. En Europe, la crise du Proche-Orient nourrit un débat dont l'objet devient la Shoah et le négationnisme. Sous l'effet des traumas hérités du passé, une mémoire blessée peut alors amalgamer dans une seule catégorie intemporelle, l'antisémitisme avec l'antisionisme et l'antisionisme avec la critique de la politique israélienne. On peut pourtant observer aujourd'hui l'isolement des discours antisémites<sup>3</sup>.

Comme élément fédérateur de la nouvelle extrême droite, le racisme a pris d'abord la forme du rejet violent des immigrés. A présent, le migrant revêt les traits du musulman. L'islamophobie, qui consiste à réduire l'autre à son appartenance religieuse présumée ou réelle, joue désormais en Occident le rôle qui fut jadis celui de l'antisémitisme. Celui-ci demeure cependant un trait distinctif des nationalismes d'Europe de l'Est où la chute du communisme paraît avoir revitalisé les vieux démons. Aux Pays-Bas, Geert Wilders a fait son cheval de bataille de la lutte contre l'Islamo-fascisme. L'UDC a pu imposer en Suisse l'interdiction des minarets en 2010 au terme d'un référendum. Le FN de Marine Le Pen en France défend la laïcité contre l'emprise croissante de l'Islam.

« L'islamisme » recouvre tout à la fois, dans le vocabulaire de l'extrême droite, une religion dangereuse (en référence au terrorisme ou encore aux pauvres considérés toujours comme classe dangereuse), la lutte contre le sexisme (religion opprimant les femmes) ou le racisme tout court (religion de l'étranger). La pluralité qui façonne l'identité des personnes se trouve écrasée par l'Islam supposé constituer l'essence des musulmans.

Dans le nouveau logiciel nationaliste, tout comme auparavant les Juifs, ce sont à présent les musulmans qui sont supposés corrompre la nation de l'intérieur. Son argumentaire se garde bien de présenter son hostilité à l'Islam comme une manifestation de racisme. Il se propose de protéger les populations locales victimes de l'invasion de l'Islam et de son intolérance. Le choc des civilisations et la stigmatisation des musulmans caractérisent la nouvelle extrême droite. Judaïsme et Islam fonctionnent ainsi, comme l'écrit Traverso,

<sup>2</sup> Marc Jacquemain et Frédéric Claisse, « Que sont les fachos devenus ? », *Politique. Revue de débats*, N° 75, mai-juin 2012.

<sup>3</sup> Enzo Traverso, *La fin de la modernité Juive*, La Découverte, Paris, 2013.

comme des métaphores négatives de l'altérité. Juifs et musulmans ont été accusés à leur tour par la droite nationaliste de corrompre la nation de l'intérieur.

Un certain nombre d'observations rendent compte de l'ampleur du changement intervenu par rapport à l'ancienne droite fasciste. Ainsi, des femmes, Marine Le Pen en France ou Siv Jensen en Norvège président une formation d'extrême droite. En Norvège toujours, un fils d'immigrés indien préside l'organisation de jeunesse du parti dont fut membre jadis Anders Breivik. Un homosexuel, Pim Fortuyn aux Pays-Bas, a présidé une formation d'extrême droite. La laïcité, comme la défense de l'égalité hommes femmes sont désormais prônés par nombre de formations d'extrême droite. Il suffit bien sûr d'examiner les programmes et comportements de ces partis pour constater que la laïcité, synonyme en réalité d'assimilation dans leur vocabulaire, tout comme le droit des femmes, sont instrumentalisés pour stigmatiser l'Islam et l'immigration. Les comportements racistes et xénophobes et la vision traditionnelle du rôle attribué aux femmes, sont toujours des pièces maîtresses de leur logiciel. Aucun de ces partis ne remet cependant en cause la démocratie électorale. Les formations d'extrême droite envisagent à présent réunies les conditions d'une rencontre, ou tout au moins d'alliance, avec la droite classique autour d'un programme conservateur, autoritaire, sécuritaire et d'une « Europe forteresse ».

Cette nouvelle extrême droite qui se veut respectable conçoit le fondement des droits sur des bases ethniques, nationales ou religieuses. Elle constitue l'autre face des politiques gouvernementales sécuritaires qui ont promu des camps de rétention pour sans-papiers, des expulsions planifiées et des lois stigmatisant les minorités ethniques ou religieuses. Si bien que les programmes d'extrême droite peuvent désormais s'insérer dans l'espace démocratique.

Le cas de la Grèce se distingue par sa violence. Sa situation n'est cependant que l'expression d'un phénomène plus large d'atteinte aux droits. La réduction des protections sociales, la précarisation du travail dans toutes ses dimensions, la marginalisation des organisations syndicales, la guerre menée aux immigrés ont affaibli aussi bien les droits individuels que collectifs et permis la porosité des idées de l'extrême droite. La casse sociale dont celle-ci se nourrit paraît avoir été programmée comme contrepartie au soutien financier de l'UE et des institutions financières<sup>4</sup>.

Ce sont en conséquence les notions d'égalité, de droits à la mobilité et à la citoyenneté qu'il est urgent de promouvoir.

### **Couches populaires et national populisme**

Le populisme consiste pour l'essentiel à opposer le peuple, supposé par définition victime et vertueux, à des élites dénoncées en raison de leur égoïsme, leur corruption et leur cupidité. Il est à présent utilisé souvent comme une notion polémique, imprécise, servant à discréditer un adversaire dès lors qu'il dénonce des privilèges, des passe-droits ou des revenus exorbitants. Comme le populisme ne se limite pas à ses seuls aspects démagogiques mais se définit par la référence au peuple, il a été dans le passé

---

<sup>4</sup> La délégation de la Troïka (FMI, BCE et Commission Européenne) qui se trouvait à Athènes depuis le 17 septembre pour évaluer le progrès accompli dans l'application des mesures impopulaires imposées à la Grèce, a annoncé le 29 septembre, après l'assassinat du rappeur anti-fasciste Pavlos Fyssas, une pause dans ses travaux.

une posture plutôt de gauche que de droite. Si à travers le monde le populisme peut toujours être aussi de gauche, il est devenu en Europe, avec de rares exceptions en Russie et en Europe de l'Est, une notion de droite<sup>5</sup>. Le populisme caractérise à présent la montée d'une nouvelle force politique que nous appellerons national populisme. Pour en comprendre le sens, il faut préciser la nature du peuple qui prend grâce à ses yeux et des élites qui sont dénoncées.

Le national populisme a trouvé dans la concurrence vers le bas entre salariés stables et précaires la possibilité de conquérir un électorat populaire. La dégradation de l'emploi a insufflé aux classes moyennes la crainte de basculer vers les couches modestes. Des ouvriers et des employés livrés à la concurrence internationale se sentent au mieux cantonnés à des positions subalternes et se vivent comme des perdants de la mondialisation. Ils ne perçoivent d'autre avenir que la précarisation de l'emploi, la baisse du pouvoir d'achat et la dégradation des conditions de vie. Or, l'extrême droite populiste reconnaît la souffrance des perdants ou, pour être plus précis, flatte certains d'entre eux en tant que victimes et désigne en même temps les élites comme coupables.

Le peuple que prétend incarner ce populisme est celui de « ceux qui se lèvent tôt » et forment une « majorité silencieuse », consacrant leur vie à leur travail et veillant sur leur famille. Or, les voyous, les sans-papiers et la mondialisation menacent la sécurité des honnêtes gens. L'état, au lieu de protéger le peuple du déclassement, le dépouille par la fiscalité du fruit de son travail. Tout comme le peuple n'est pas tout le peuple, les élites vouées aux gémonies ne sont aussi qu'une fraction des élites<sup>6</sup>. Les nouveaux populistes valorisent les vrais entrepreneurs et capitaines d'industrie contre les syndicats, ils soutiennent la hiérarchie militaire et policière contre le laxisme des juges et des politiciens corrompus. L'opposition au « système » et aux « élites » va de pair avec le combat contre les « assistés », « chômeurs professionnels », « sans-papiers » et « communautaristes » qui se tiennent entre eux et minent la cohésion de la nation.

Au fond, les causes de la souffrance des honnêtes gens résident dans le peuple lui-même. Le mal se trouve dans les jeunes délinquants, assistés, illégaux, islamistes..., qui vivent aux dépens des autres, sont protégés par les juges, les journalistes, les intellectuels, les artistes, les politiciens et les syndicats, c'est-à-dire par des fractions malfaisantes des élites. Le populisme de la nouvelle extrême droite n'incarne pas le peuple et ne s'attaque pas au cœur des élites. Il stigmatise des fractions du peuple et dénonce les contre-pouvoirs qui font précisément obstacle aux agissements des élites du pouvoir.

Le national populisme est l'autre nom du néo-libéralisme sécuritaire. La négociation collective des salaires tout comme les « assistés » entretenus par les budgets sociaux, pèsent sur la classe moyenne laborieuse et grèvent la compétitivité du pays. Contre toute velléité redistributrice, le national populisme s'assigne pour mission la préservation du patrimoine tandis que la gauche, prise d'une rage taxatoire et égalitariste, le dilapide.

---

<sup>5</sup> Ceux qui taxent de « populistes » des formations politiques de gauche comme le Parti de Gauche en France, Die Linke en Allemagne ou le SP aux Pays-Bas, oublient que la dénonciation des politiques ultra-libérales par ces partis relève de la fonction tribunicienne de la politique et de la tradition de la gauche.

<sup>6</sup> Cette distinction fait référence aux travaux de Vincent de Coorbyter.

Depuis les années 1980, le national populisme puise ses arguments à destination des publics populaires, dans le tournant de la rigueur des politiques de l'Union Européenne et des gouvernements nationaux. Il tire prétexte de l'abandon par la gauche de ses positions traditionnelles (retraites, privatisations) pour se présenter comme le représentant de « ceux d'en bas ». Il se considère comme une alternative à la fragilisation de la protection sociale et le recours d'une population qui désormais a peur de l'avenir.

Dans la majorité des cas, les partis de cette nouvelle extrême droite affichent, à l'exemple du Front National en France, un programme social qui ne dépareillerait pas dans une formation de gauche, s'il n'était accompagné d'une orientation sécuritaire, protectionniste europhobe, anti-immigrés et islamophobe. Dans d'autres cas, comme la NVA en Flandre, il s'agit d'un programme socio-économique néo-libéral, favorable à la mondialisation des échanges, aux orientations politiques de l'Union Européenne, couplé à un nationalisme séparatiste et à une xénophobie ethniciste. Le stéréotype des méridionaux supposés « paresseux » et « dépensiers » et une sorte de « chauvinisme social »<sup>7</sup>, peu ou pas réceptif suivant les cas aux droits des étrangers, caractérisent les deux configurations.

**XXXXX**

**XXX**

**XXXXX**

Le national populisme trouve son origine dans la rupture de la nouvelle extrême droite avec l'ancien fascisme nostalgique et la radicalisation de la droite classique sous l'effet de l'accroissement des inégalités. Il a eu pour effet de rendre acceptables des leaders jugés auparavant infréquentables et de banaliser leurs idées. Un mélange de nationalisme, d'obsession sécuritaire et d'ethnophobie<sup>8</sup> s'est largement répandu en conséquence non seulement à droite mais dans toute la société.

La place occupée par l'extrême droite en Europe constitue une question majeure pour le mouvement syndical et la gauche dans son ensemble. Il convient, pour la combattre, de prendre d'abord la mesure de sa mutation. Certes les groupes nostalgiques du fascisme et du nazisme n'ont pas disparu. Ils restent dangereux et conservent leurs capacités de violence et de nuisance. Ils doivent être, comme auparavant, combattus.

Dans l'espace politique cependant, une nouvelle extrême droite, ralliée aux procédures démocratiques, s'attaque aux contre-pouvoirs et promeut un nationalisme conservateur, chauvin et sécuritaire. La porosité de ses idées envahit désormais tout l'espace politique.

Depuis que les politiques néolibérales se sont imposées, les gouvernements ont pu imposer la paix sociale grâce à ce que Ralf Dahrendorf avait appelé

---

<sup>7</sup> Réseau européen contre le racisme (ENAR), *Les partis d'extrême droite et leur discours en Europe : un défi de notre temps*, Bruxelles, 2012.

<sup>8</sup> Ethnophobie me paraît plus adapté que xénophobie pour caractériser cette forme de rejet de l'étranger qui ne vise précisément pas tous les étrangers.



« pumpkapitalismus »<sup>9</sup>, c'est-à-dire un capitalisme à crédit, fondé sur l'argent à bon marché procuré par des marchés financiers déchaînés. La crise financière ayant mit fin à cette période, le national populisme se présente en somme comme une modalité autoritaire pour maintenir l'ordre social sans risque pour le maintien des inégalités.

Le mouvement syndical, à l'opposé, inscrit son action dans les valeurs d'égalité de la gauche. La conquête de droits, civils, politiques et sociaux a rendu possible la citoyenneté moderne. C'est précisément parce que la « révolution néolibérale » s'attaque aux droits sociaux, que les organisations syndicales sont l'objet des attaques de l'extrême droite. La meilleure manière de la combattre n'est-ce pas d'abord d'être intransigeant sur les droits sociaux ? Les questions des droits à la retraite et de l'indemnisation du chômage paraissent de ce point de vue prioritaires dans les débats actuels. Dans des sociétés mondialisées peut-on encore envisager les migrations avec les schémas anciens ? Il est urgent d'engager à présent une réflexion pour attacher de nouveaux droits et des nouvelles sécurités liées à la libre circulation des personnes et aux situations de précarité.

---

<sup>9</sup> Cité par Wolfgang Streeck, « Les marchés et les peuples : capitalisme démocratique et intégration européenne », Cédric Durand (dir), *En finir avec l'Europe*, La Fabrique, Paris, p. 68.